



Evolution des Finances de la Ville d'Alençon 1989 – 2006

euros courants & constants

30 Mars 2007

Les cinq priorités qui ont prévalu pour l'élaboration des budgets primitifs depuis 1989

- **Poursuite de la maîtrise des dépenses de fonctionnement pour garantir le bon emploi des crédits au service des habitants**
- **Progression de l'épargne nette déjà à un niveau élevé**
- **Poursuite de l'effort d'équipement pour améliorer le confort des Alençonnais et servir l'attractivité de la Ville**
- **Poursuite du recours limité à l'emprunt**
- **Maintien de la fiscalité**

La situation financière de la Ville d'Alençon se présentait comme suit au 31 décembre 2006, au regard des cinq priorités qui ont prévalu, depuis 1989, pour l'élaboration de chaque budget primitif, à savoir :

- ✓ maîtrise des dépenses de fonctionnement pour garantir le bon emploi des crédits au service des habitants,
- ✓ progression de l'autofinancement net déjà à un niveau élevé,
- ✓ effort important d'équipement pour améliorer le confort des alençonnais et servir l'attractivité de la Ville,
- ✓ maîtrise de la dette,
- ✓ allègement de la fiscalité.

Au 31 décembre 2006 la situation financière de la Ville se caractérise de la façon suivante :

S'agissant des dépenses réelles de fonctionnement, elles sont passées d'un montant de 23,90 M€ en 1989 à 16,5 M€ en 2006, cette importante diminution étant liée aux transferts de compétences opérés à la Communauté Urbaine d'Alençon principalement entre 1996 et 1999 et par ailleurs, en 2006, elles ont progressé de 0,95 %.

Maîtrise des dépenses de fonctionnement

★ Evolution des dépenses réelles de fonctionnement A compétences égales

1989

23,90 M.€

2006

24,4 M.€

+ 2 % en 17 ans
Soit + 0,11 % par an

A compétences égales, ces mêmes dépenses de fonctionnement se seraient élevées en 2006 à 24,4 M€, ce qui représente une augmentation de seulement 2 % en 17 ans soit une moyenne annuelle de 0,11 %.

Seule cette gestion vigilante a permis de dégager les marges de manœuvre nécessaires pour financer des choix politiques ambitieux permettant par exemple de renforcer l'action sociale, de soutenir la vie associative entre 1989 et 2006 et d'améliorer le cadre de vie des habitants.

Maîtrise des dépenses de fonctionnement

★ Evolution des dépenses réelles de fonctionnement en euros constants

A compétences égales

1989

31,43 M.€

2006

24,4 M.€

- 22,36 % en 17 ans
Soit - 1,32 % par an

En euros constants, ces dépenses de fonctionnement se seraient établies à 31,43 M€ en 1989 contre 24,4 M € en 2006, soit une diminution de 22,36 % en 17 ans soit une diminution moyenne annuelle de 1,32 %.

Marges de manœuvre dégagées entre 1989 et 2006

- **La subvention au C.C.A.S. a plus que doublé**
- **Globalement le budget social a plus que doublé**
- **Les subventions aux Associations ont doublé**

Ainsi, depuis 1989 la subvention au C.C.A.S. a plus que doublé (multiplié par 2,3) et globalement le budget social a plus que doublé. Les subventions aux associations (hors C.C.A.S.) ont doublé sur la même période.

Cette exigence de gestion a permis également d'accroître et de maintenir l'épargne nette à un niveau élevé : 3,9 M€ au B.P. 2006.

Cette politique de gestion scrupuleuse des deniers publics, associée à l'importance des financements extérieurs obtenus au cours des dernières années, a permis de réaliser un effort important de développement des infrastructures et d'élargir une offre de services de qualité pour améliorer le confort des habitants et rendre notre ville plus attractive.

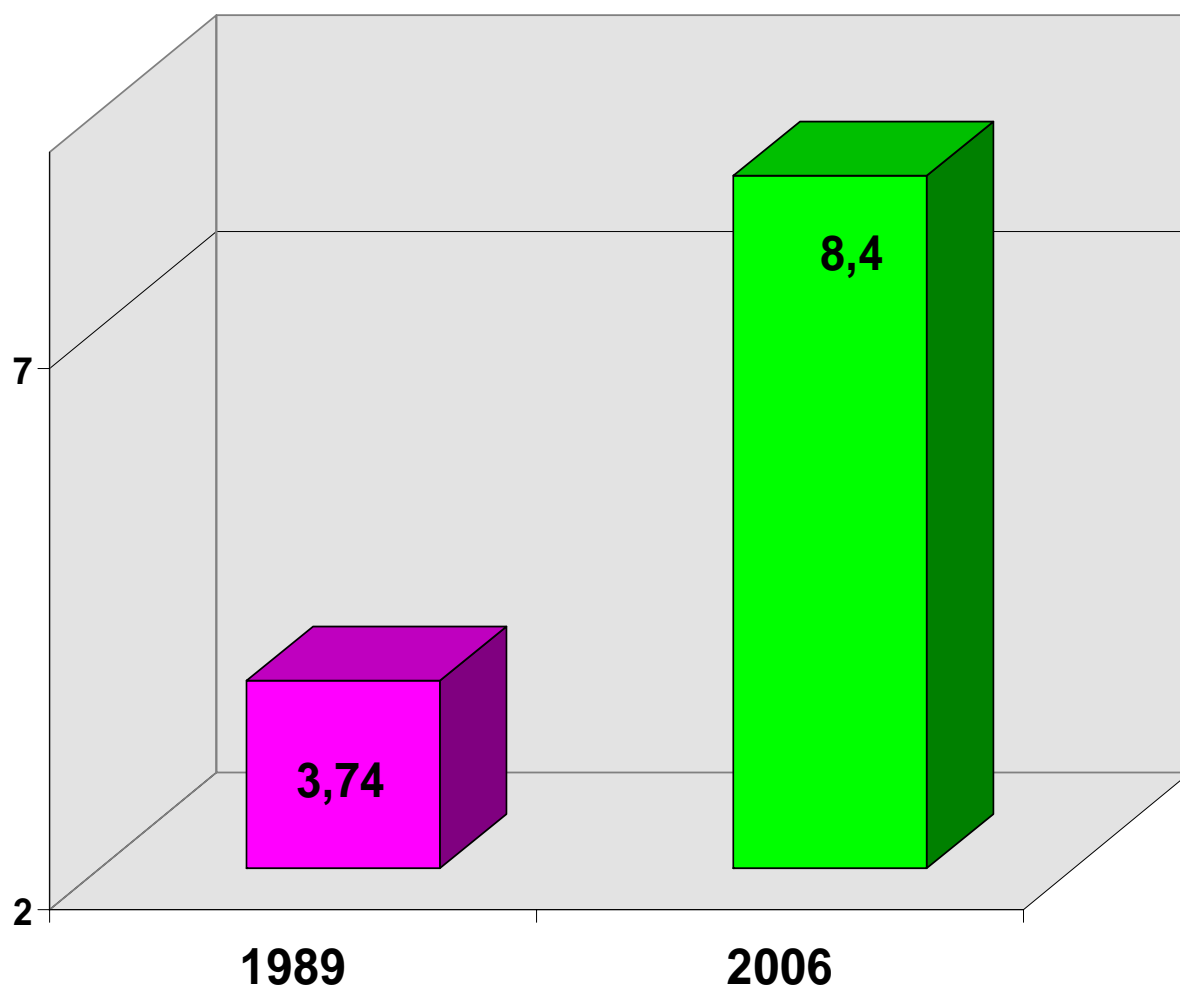
Crédits d'équipement réalisés

1989

3,74 M.€

2006

8,4 M.€



Les crédits d'équipement réalisés qui sont destinés à préparer l'avenir et qui contribuent au dynamisme local et au bien-être des Alençonnais, sont passés, de 3,74 M€ en 1989 à 12,3 M€ en 2002 et 8,4 M€ en 2006, le pic des crédits réalisés en 2002 est lié à l'achèvement de gros chantiers.

Crédits d'équipement réalisés

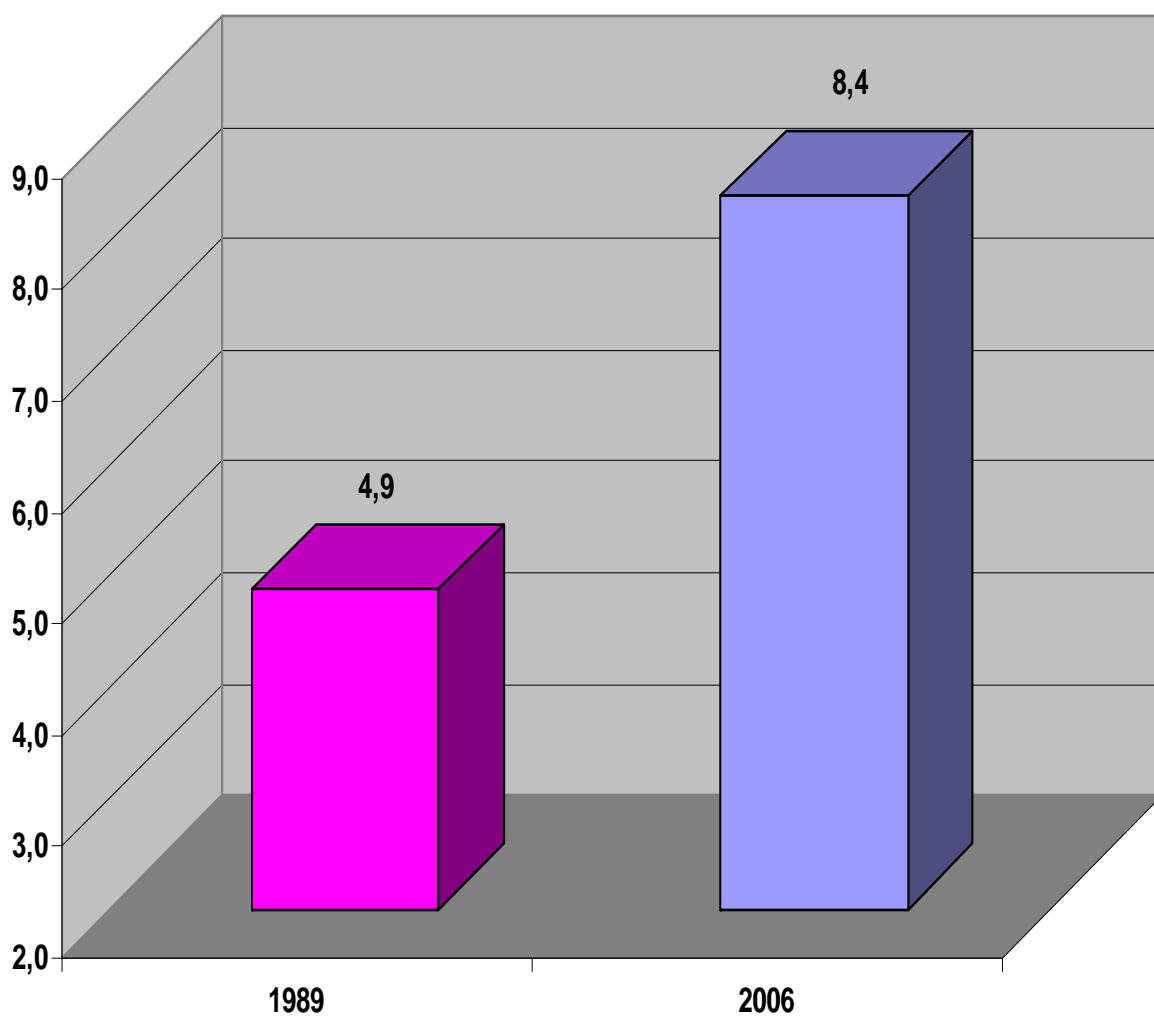
En Euros constants

1989

4,9 M.€

2006

8,4 M.€



En euros constants, les crédits d'équipement réalisés se sont élevés à 4,9 M€ en 1989 et à 8,4 M€ en 2006.

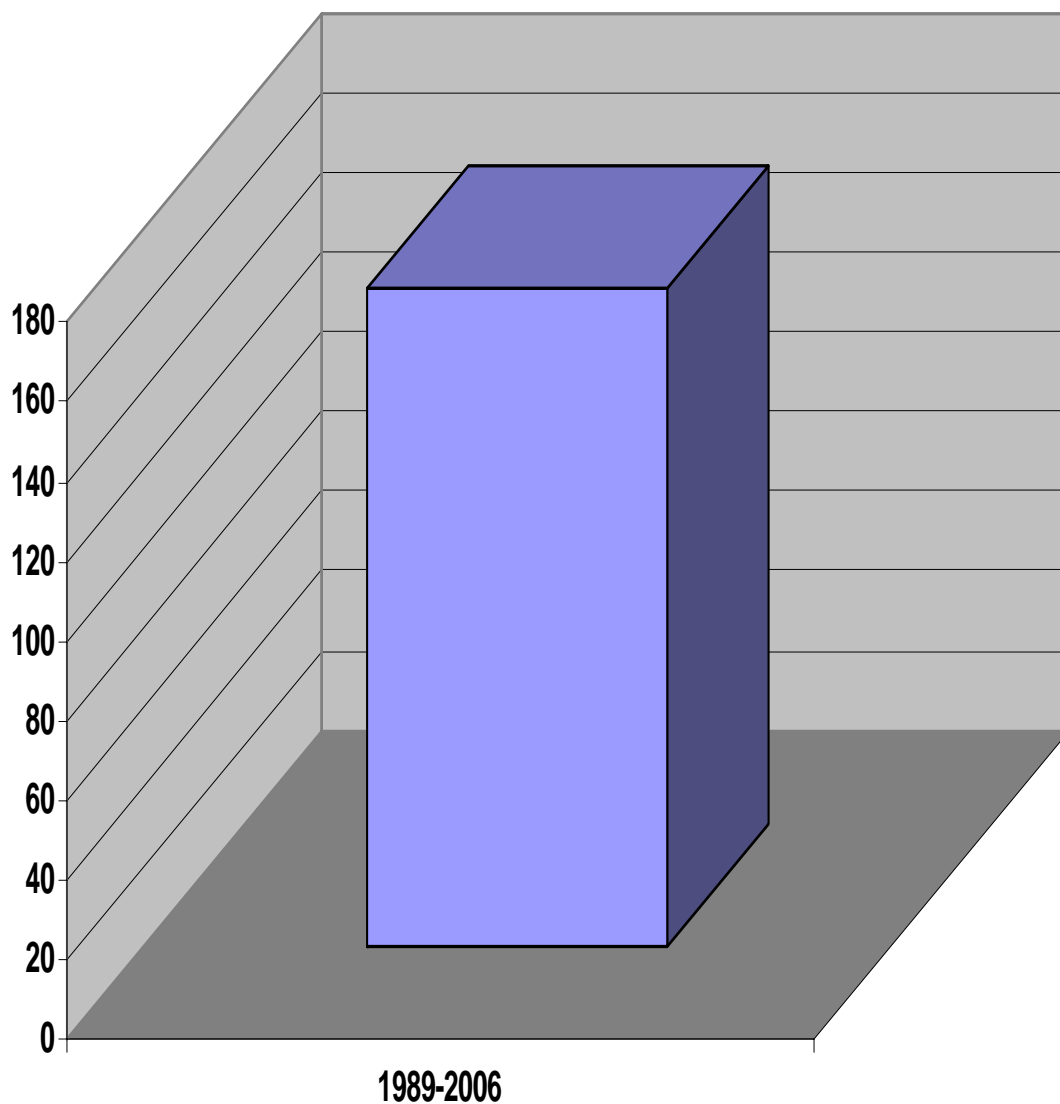
Crédits d'équipement prévus 1989-2006

En Euros constants

Crédits d'équipement prévus 1989-2006

En M.€

165,37



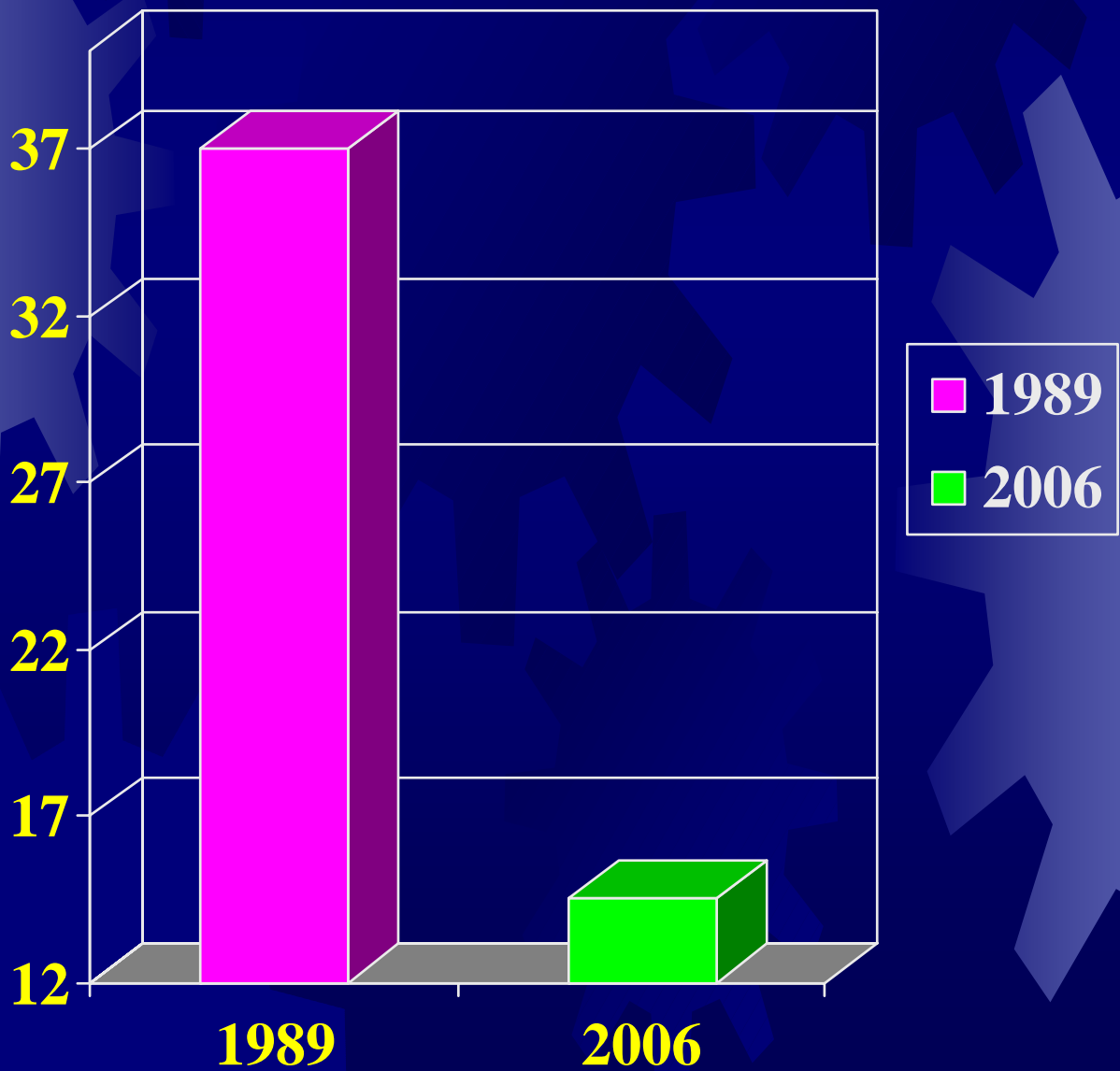
Le volume global des crédits d'équipement prévus au budget primitif s'est établi à 142,17 M€ entre 1989 et 2006, soit 165,37 M€ en euros constants.

Cet effort d'équipement s'est accompagné d'une politique active de désendettement.

Stock de dette

1-1-1989
37,05 M.€

1-1- 2007
14,5 M.€



Le stock de dette est passé de 37,05 M€ en 1989 à 14,5 M€ au 1^{er} janvier 2007 soit une réduction de 61 % (22,55 M€) soit l'équivalent de près de 3 années de crédits d'équipement.

Stock de dette

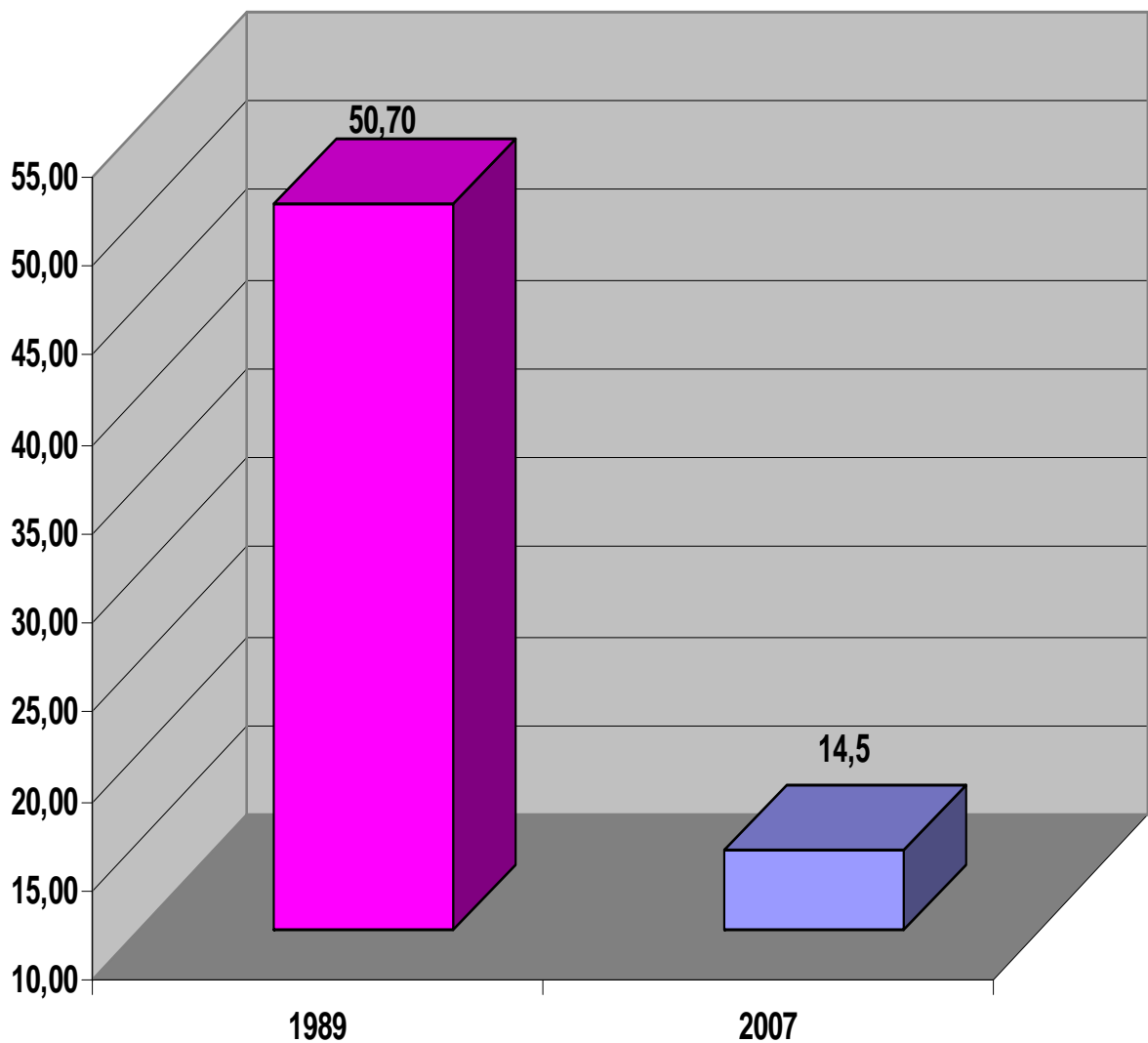
En Euros constants

1-1-1989

50,7 M.€

1-1-2007

14,5 M.€

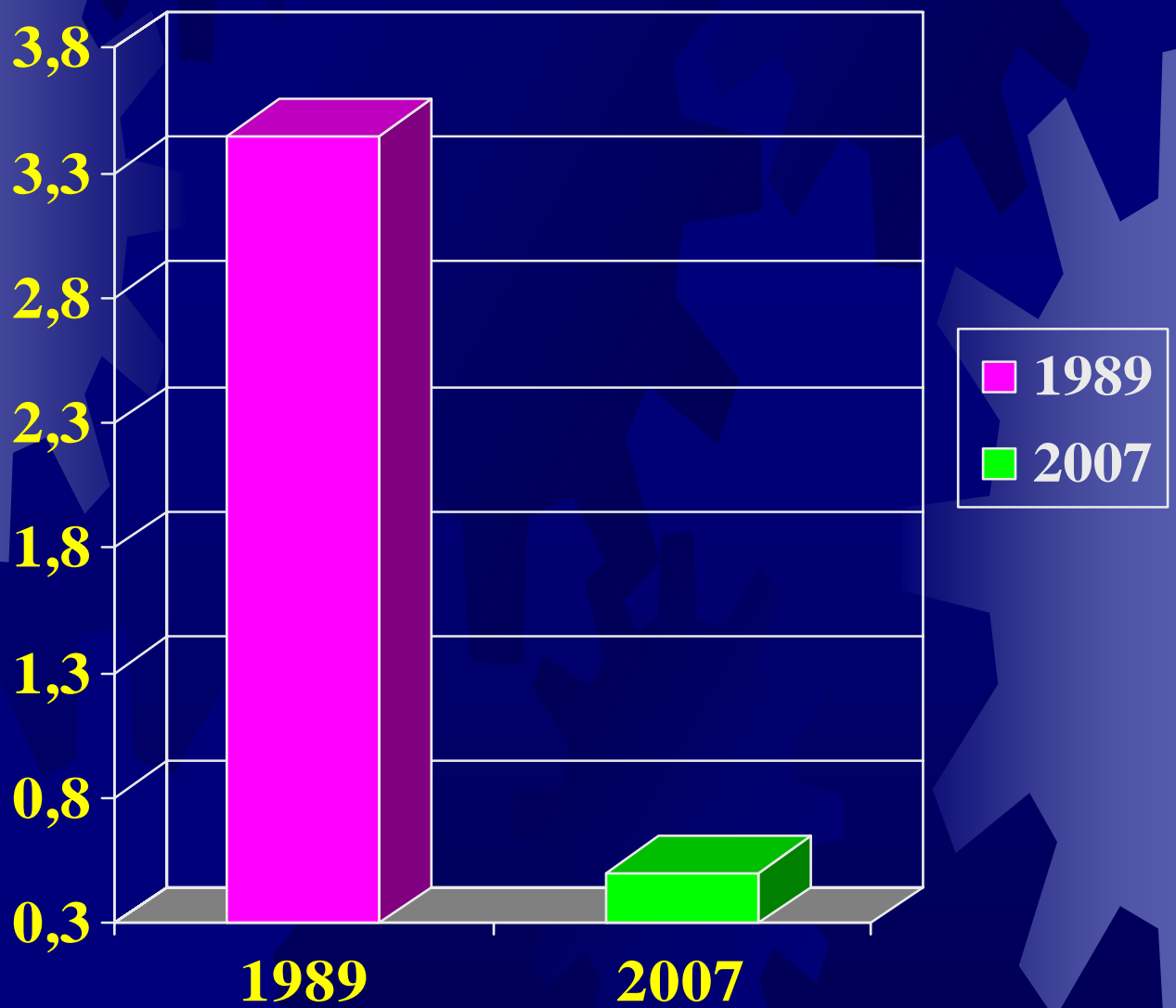


En euros constants, le stock de dette s'établissait à 50,70 M€ en 1989 alors qu'il s'élève à 14,5 M€ au 1er janvier 2007.

Intérêts de la dette

1-1-1989
3,45 M.€

1-1-2007
0,5 M.€



Les intérêts de la dette ont été ramenés de 3,45 M€ en 1989 à 0,5 M€ au 1^{er} janvier 2007, soit une économie de 2,95 M€ (l'équivalent du budget de fonctionnement des écoles).

En euros courants, les intérêts de la dette sont, depuis 2003, inférieurs au montant réglé en 1977. Ce résultat a pu être obtenu grâce à des renégociations massives et successives des contrats de prêts, des remboursements par anticipation d'emprunt, des taux d'intérêt bas et surtout il est toujours veillé à emprunter moins que le capital remboursé.

Intérêts de la dette

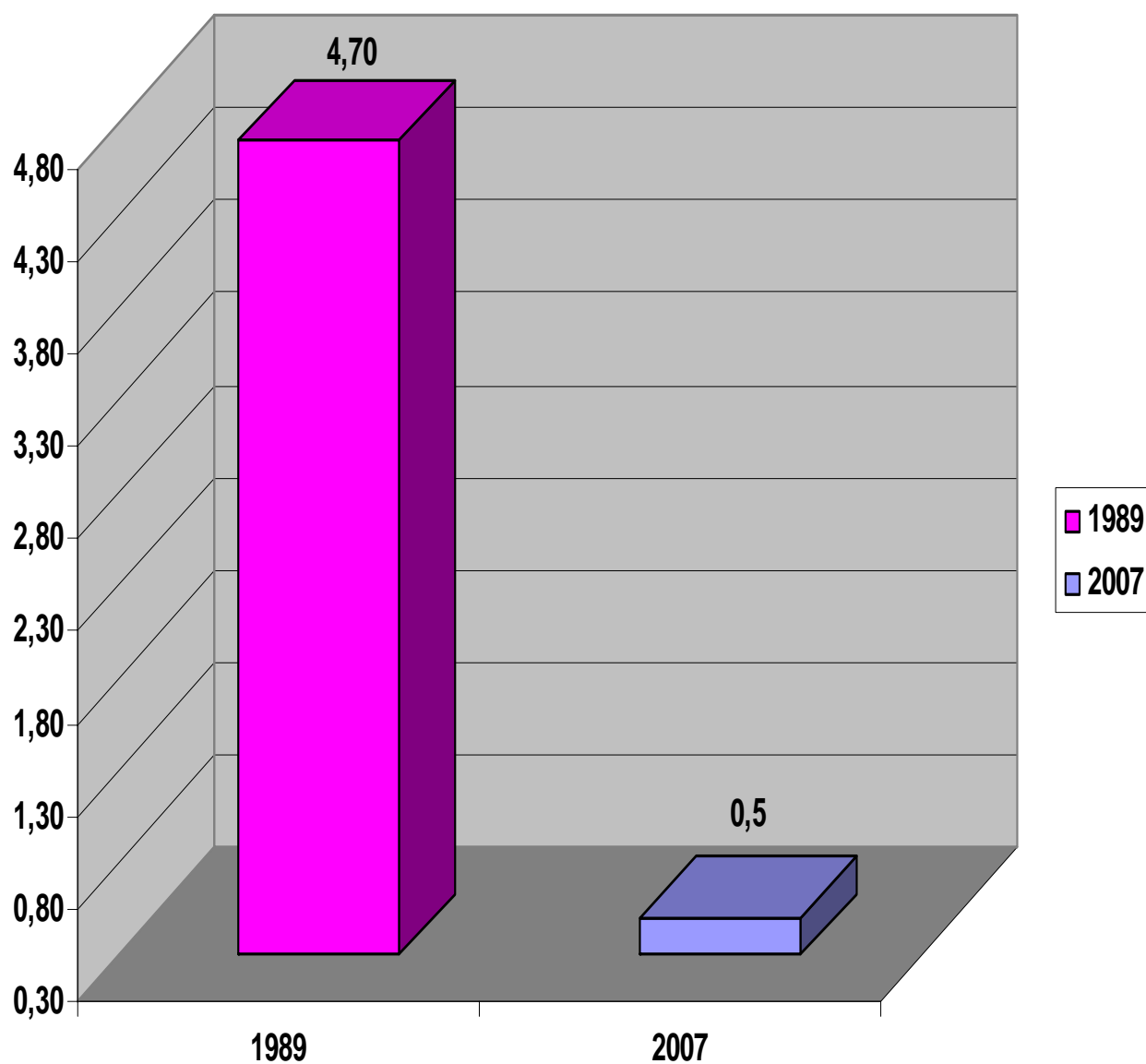
En Euros constants

1-1-1989

4,7 M.€

1-1-2007

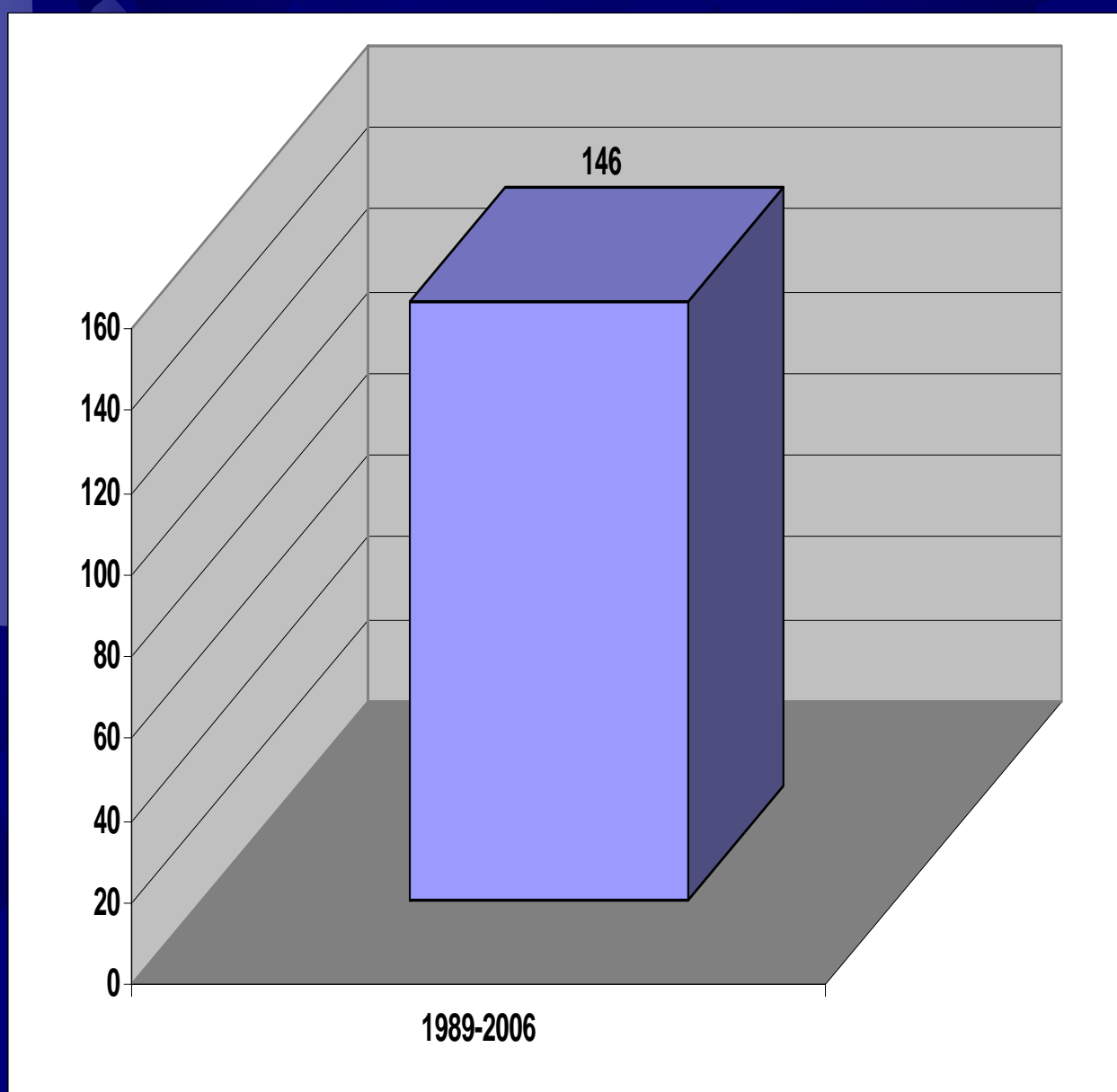
0,50 M.€



En euros constants, les intérêts de la dette sont passés d'un montant de 4,7 M€ en 1989 à 0,50 M€ au 1^{er} janvier 2007. Les intérêts de la dette sont, depuis 1998, inférieurs au montant réglé en 1977.

Crédits d'équipement réalisés 1989-2006

Crédits d'équipement réalisés	1989-2006
En M.€	146

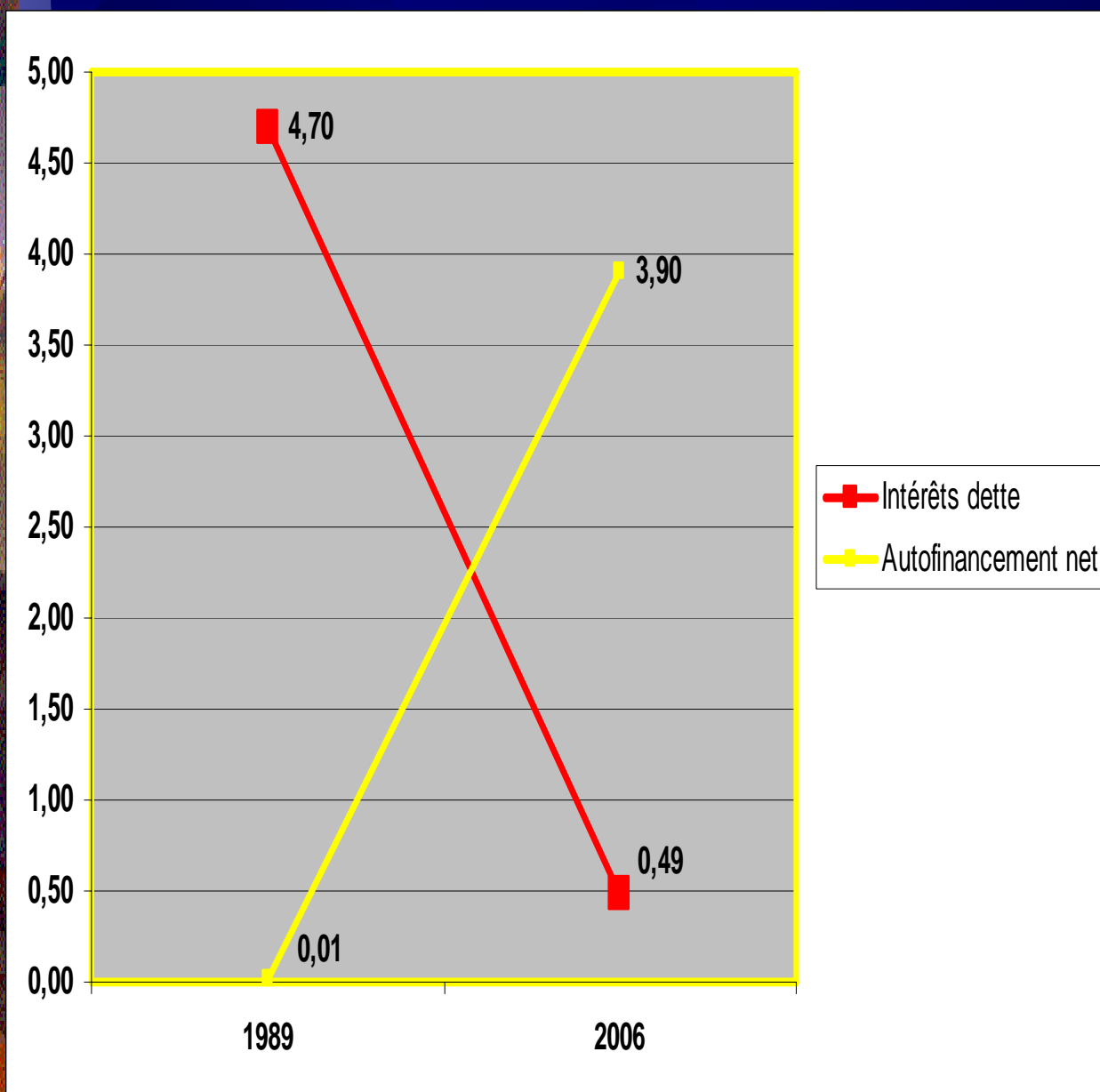


Dans le même temps, 146 M€ de travaux d'équipement ont été réalisés entre 1989 et 2006.

Cette forte augmentation des crédits d'équipement associée à la réduction du stock de dette démontre que la ville a financé sur ses ressources propres le maximum d'investissements.

Evolution des Intérêts de la dette et de l'Autofinancement net en euros constants(En M.€)

En M€	1989	2006
Intérêts dette	4,70	0,49
Autofinancement net	0,01	3,90



Sur la même période l'autofinancement net est passé de 0,05 M€ en 1989 à 3,9 M€ en 2006, soit une progression de 3,85 M€.

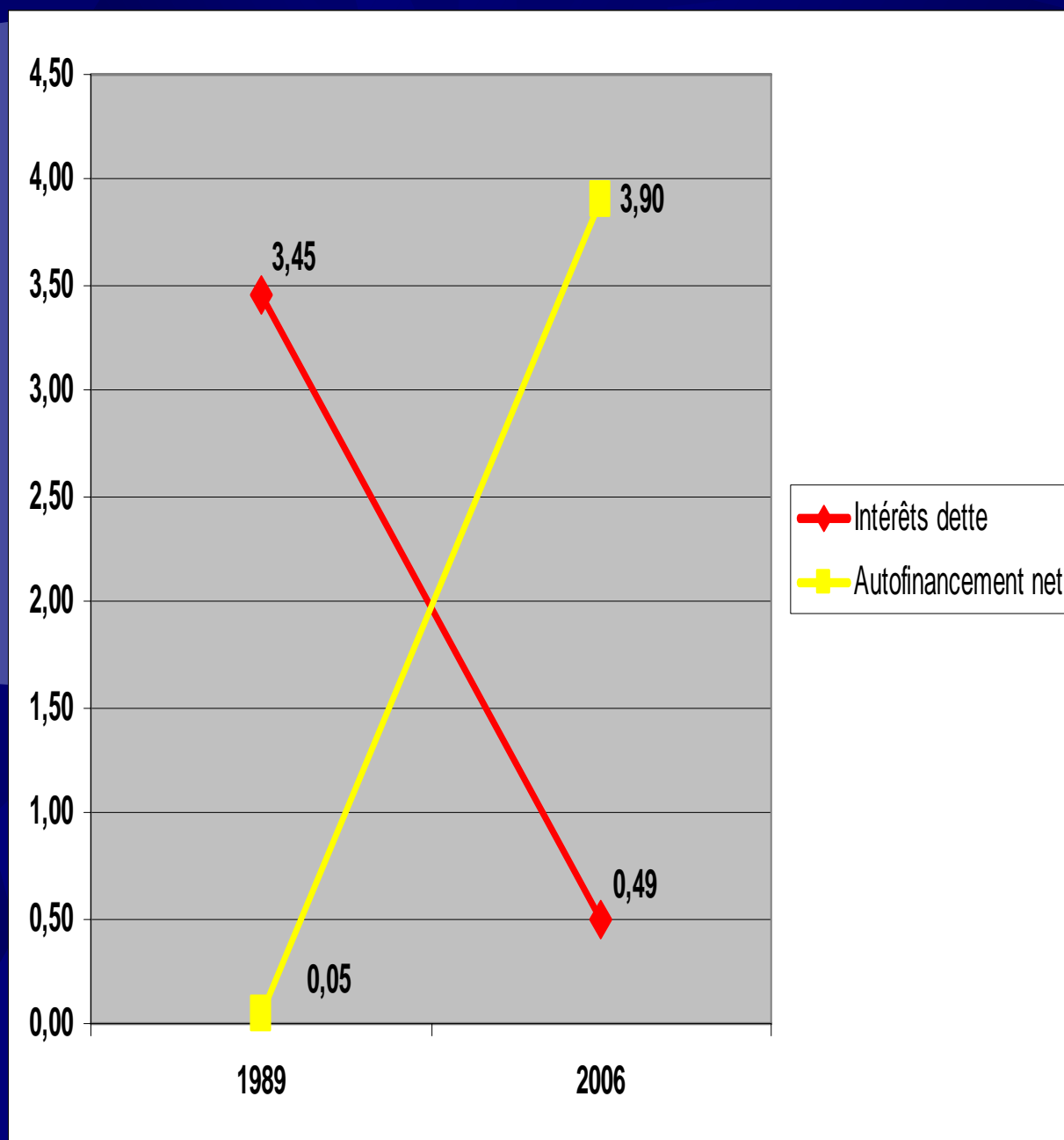
La croissance de l'autofinancement net à compter de 1989 (+ 3,85 M€) est également une des raisons de cette forte chute des intérêts de la dette (- 2,95 M€).

Ces évolutions démontrent qu'à défaut de maintenir l'épargne, il faut emprunter davantage et la progression des intérêts de la dette génère quasi obligatoirement une augmentation des impôts à dûe concurrence.

En 2006, le taux d'épargne de la ville d'Alençon (26,18 %) est égal à 2,6 fois la moyenne des villes de même importance.

Evolution des Intérêts de la dette et de l'Autofinancement net (En M.€)

M€	1989	2006
Intérêts dette	3,45	0,49
Autofinancement net	0,05	3,90



En euros constants, les intérêts de la dette sont passés de 4,7 M€ en 1989 et ont été ramenés à 0,49 M€ en 2006. Sur la même période l'autofinancement est passé de 0,010 M€ en 1989 et à 3,9 M€ en 2006.



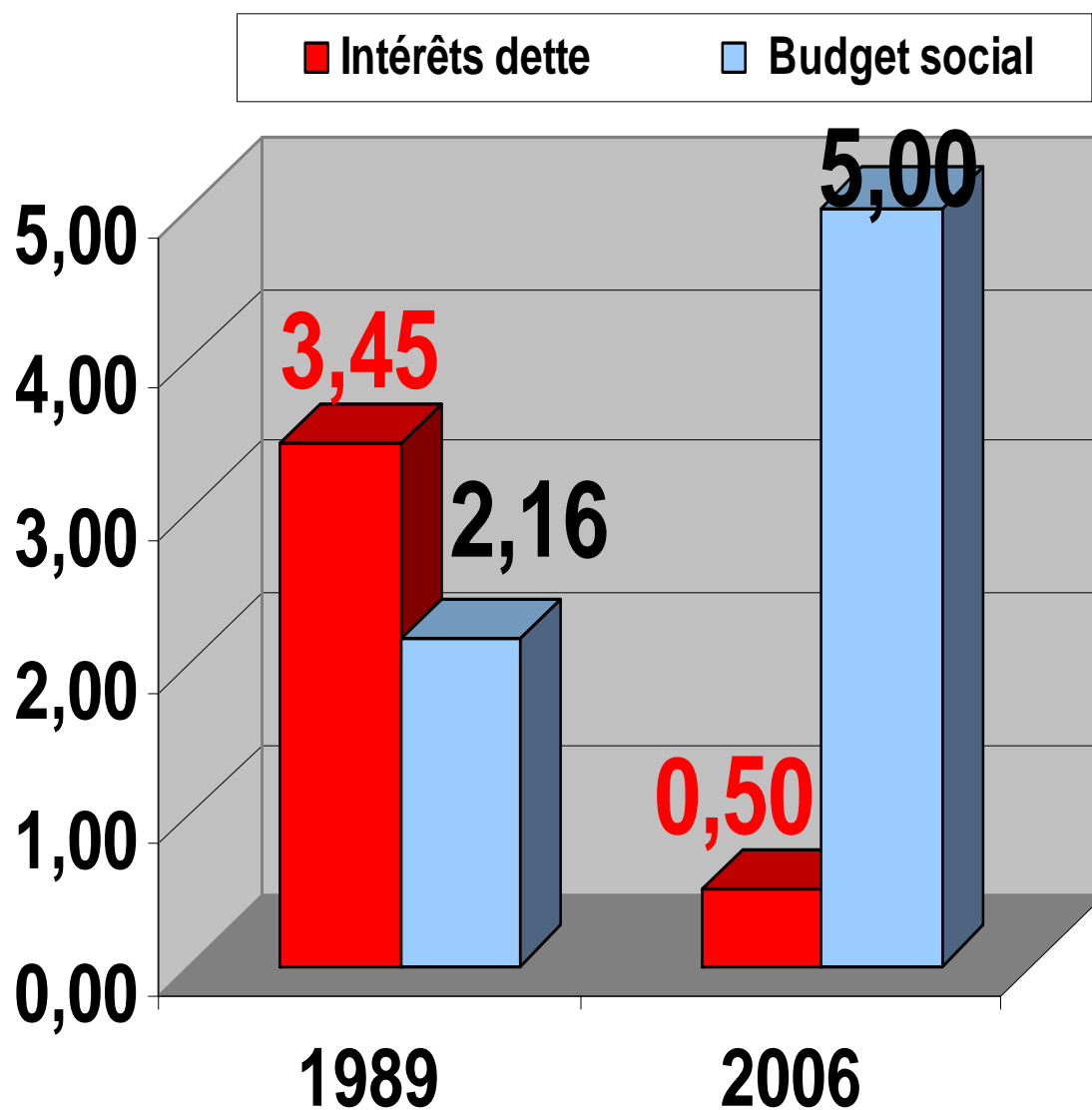
Affectation des économies réalisées sur les frais financiers entre 1989 et 2006

- **35 %
à la vie Associative**
- **65 %
budget social**

Les économies réalisées en 17 ans sur les frais financiers ont permis un meilleur emploi des crédits de fonctionnement. 65 % ont été affectés à l'augmentation du budget social, 35 % ont contribué à soutenir la vie associative.

Intérêts dette et budget social

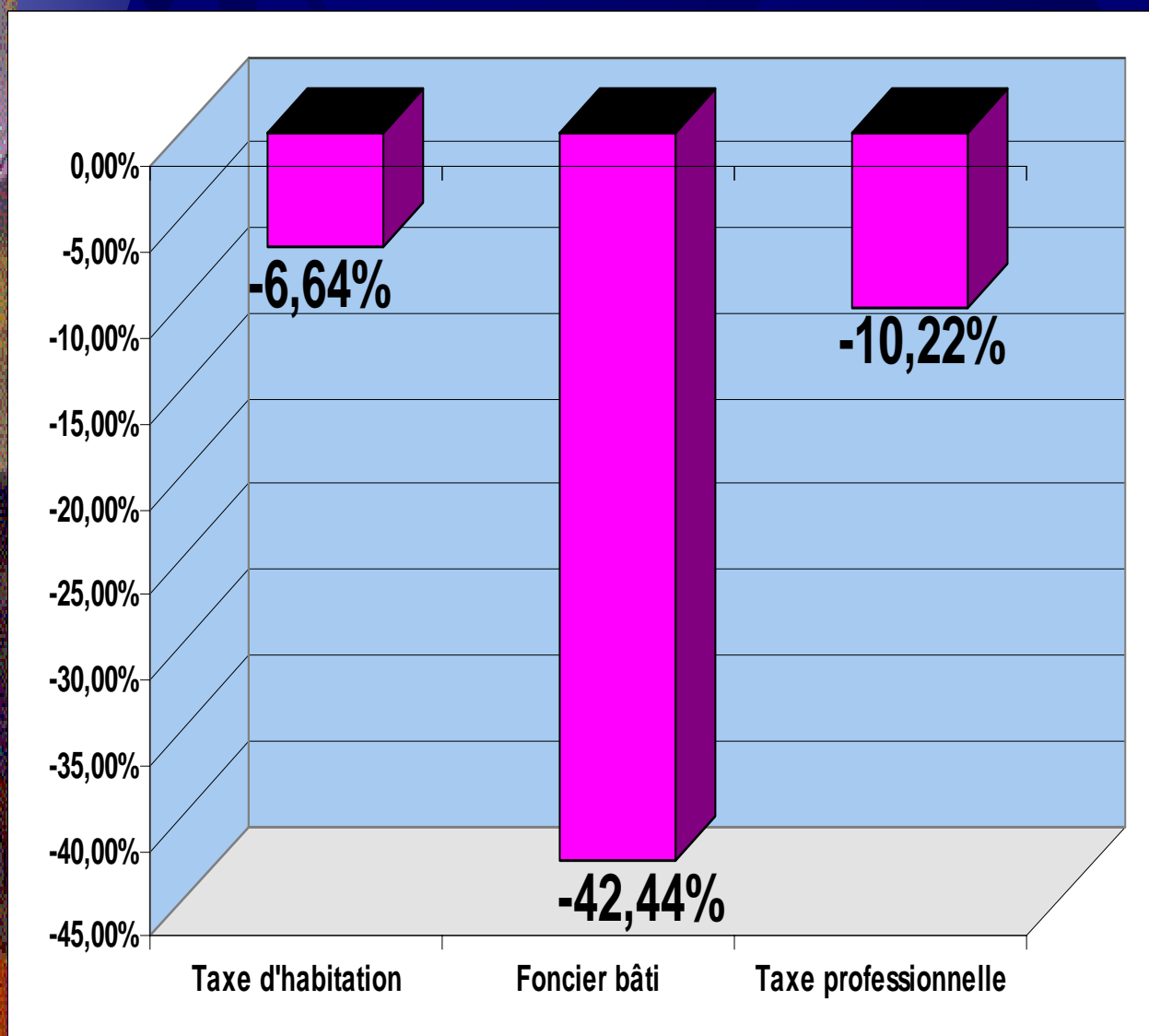
En M.€	1989	2006
Intérêts dette	3,45	0,50
Budget social	2,16	5,00



A titre d'exemple, entre 1989 et 2006, le budget social a été multiplié par 2.

Allègement fiscal : Evolution des taux cumulés (Ville + C.U.A.) de T.H., F.B. et T.P. entre 1989 et 2006

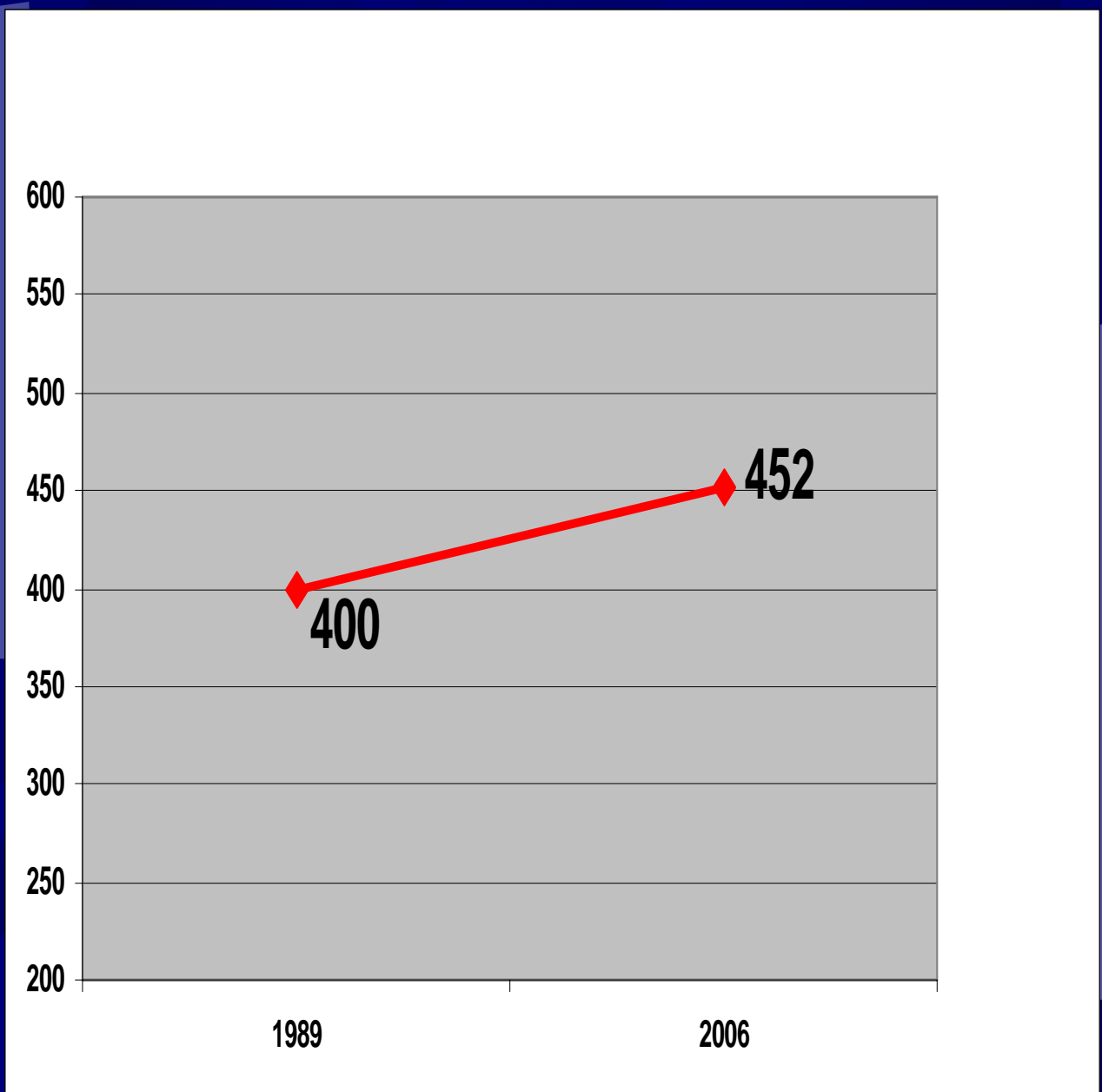
	1989-2006
Taxe d'habitation	-6,64%
Foncier bâti	-42,44%
Taxe professionnelle	-10,22%



Par ailleurs, l'allègement fiscal sans précédent pratiqué entre 1989 et 2006 pour soulager les contribuables s'est traduit par une baisse des taux cumulés sur le foncier bâti et la taxe d'habitation respectivement de 42,44 % et 6,64 %.

Produit des impôts par habitant 1989 -2006 à compétences égales

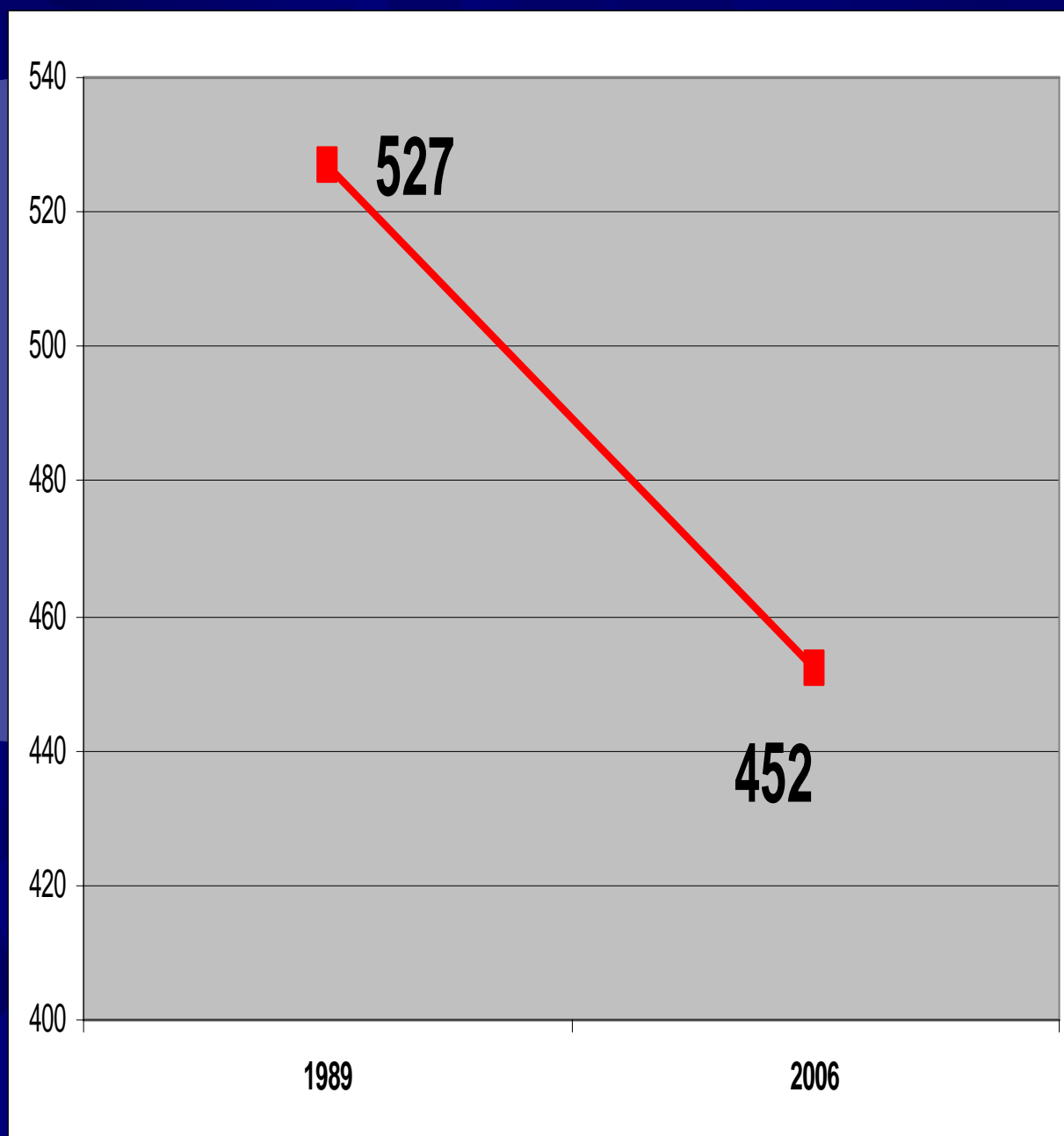
Produit des Impôts par habitant	1989	2006
En Euros	400	452



Le produit des impôts par habitant est passé à compétences égales de 400 € en 1989 et à 452 € en 2006.

Produit des impôts par habitant 1989 – 2006 à compétences égales en euros constants

Produit des Impôts par habitant	1989	2006
En Euros constants	527	452



En euros constants, le produit des impôts par habitant est passé de 527 € en 1989 et à 452 € en 2006 soit 13 % de moins qu'en 1989.

Taux cumulés d'imposition 2006

Position d'Alençon

	Taux Ville	Taux cumulé Alençon (Ville + C.U.A)	Taux moyen des Villes + Groupements	Position Alençon
T.H.	6,02%	13,50%	19,42%	16ème/195
F.B.	11,80%	22,39%	26,29%	63ème/195
T.P.	7,12%	12,82%	19,22%	3ème/195

En 2006, Alençon se situait comme suit par rapport aux 195 villes de même importance 16^{ème} pour la Taxe d'habitation, 63^{ème} pour le Foncier Bâti, 77^{ème} pour le FNB et 3^{ème} pour la taxe professionnelle, le classement étant effectué par ordre croissant des taux cumulés d'imposition.

Malgré la fermeture de Moulinex en 2001, les taux d'imposition 2001 (Ville et CUA) ont pu être reconduits d'année en année.

Pour terminer, il est nécessaire d'insister sur le fait que les principes de gestion scrupuleuse des deniers publics retenus depuis 1989 doivent être maintenus avec constance dans le temps pour préserver et affecter prioritairement les ressources au financement des services rendus directement aux habitants et seule une forte exigence budgétaire permet de rendre aux élus la liberté de leurs choix et de préparer l'avenir.